Décision n° 4331 – Association Protection des territoires gâtinais c/ Association foncière de remembrement de Courtempierre

Séance du 10 mars 2025

Lecture le 7 avril 2025

Par une délibération du 10 juin 2020, une association foncière de remembrement (AFR), établissement public administratif, a autorisé son président à signer une convention d'utilisation de plusieurs parcelles de terrains, identifiées comme des chemins ruraux, afin de permettre la réalisation d'un parc éolien par des sociétés de droit privé. Une association de protection de l'environnement, opposée à ce projet, a saisi un tribunal administratif d'une requête en annulation de cette délibération ainsi que du refus implicite opposé à son recours gracieux. Par une ordonnance du 24 février 2021, le tribunal administratif a rejeté cette demande comme ne relevant pas de la compétence de la juridiction administrative.

Saisi à son tour de la même demande, un tribunal judiciaire a, en application de l'article 32 du décret du 27 février 2015, renvoyé au Tribunal le soin de décider sur la question de compétence.

Selon une jurisprudence constante du Tribunal, si la contestation par une personne privée de la délibération par laquelle une personne morale de droit public, gestionnaire du domaine privé, initie avec cette personne, conduit ou termine une relation contractuelle, quelle qu'en soit la forme, dont l'objet est la valorisation ou la protection de ce domaine et qui n'affecte ni son périmètre ni sa consistance relève de la compétence du juge judiciaire, la juridiction administrative est compétente pour connaître de la demande formée par un tiers tendant à l'annulation de l'acte autorisant la conclusion d'une convention ayant cet objet, comme de l'acte refusant de mettre fin à une telle convention.

Le Tribunal rappelle que les chemins ruraux ont partie du domaine privé de la commune et en déduit que la convention litigieuse a pour objet la valorisation du domaine privé de la commune.

Dès lors, faisant application de la jurisprudence précitée, le Tribunal retient la compétence de la juridiction administrative pour connaître de la contestation par l'association de protection de l'environnement, tiers à la convention considérée, de la délibération autorisant la conclusion de cette convention.

N'excluant pas que les parcelles concernées soient en réalité des chemins d'exploitation, lesquels relèvent du patrimoine privé des AFR, le Tribunal ajoute que, dans ce cas, la compétence de la juridiction administrative s'imposerait également.